

Selon les services de renseignements néerlandais la Turquie sert de terrain de base à DAECH pour la réorganisation des menaces qui pèsent sur l'Europe.

Wladimir van Wilgenburg | 06 Novembre 2018



Des militants de l'Etat Islamique dévalent en chars les rues de Raqqa, leur ancienne place forte en Syrie (photo : Associated Press)

Erbil. (Kurdistan 24) - Le Service général de renseignement et de sécurité des Pays-Bas (AIVD) affirme que l'État dit islamique (IS) utilise la Turquie comme base stratégique pour se réorganiser, ce qui représente une menace pour la sécurité de l'Europe.

Dans un rapport publié ce lundi, l'AIVD affirme que depuis le début du conflit syrien, la Turquie " a longtemps été un tremplin pour un nombre sans précédent de combattants étrangers venus du monde entier en Syrie ".

DAECH (tout comme Al-Qaida) utilisent la Turquie comme base stratégique", peut-on lire dans le rapport. "Depuis ce territoire, l'état islamique peut se retrouver, se réorganiser et planifier plus encore la lutte souterraine dans la région.

Selon l'"AIVD le groupe extrémiste était tout à fait en capacité d'exploiter " la paix relative en Turquie pour forger des plans pour concrétiser ses ambitions internationales toujours [et à nouveau] bien vivaces.

Selon les services de renseignements néerlandais, le gouvernement turc ne considère pas les groupes djihadistes comme une menace pour la sécurité.

"Le fait que les intérêts turcs et les priorités européennes ne soient pas toujours à l'unisson dans le domaine de la lutte contre le terrorisme constitue un problème", poursuit le rapport, notant que les autorités turques par exemple agissent à la fois contre l'état Islamique et Al-Qaida mais donnent la priorité à la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

"Par conséquent, les deux organisations ont assez d'espace et de liberté de mouvement pour pouvoir se maintenir."

Ahmet S. Yayla, professeur adjoint de sécurité intérieure à l'Université DeSales, a souligné la disparité entre le nombre de combattants du PKK et celui de membres de Daech dans les prisons turques.

Selon Yayla, il y a plus de 10 000 membres du PKK, contre environ 1 350 combattants de Daech dans les prisons turques.

Le terrorisme djihadiste salafiste n'est pas considéré comme une menace majeure par le régime d'Erdogan. C'est la tendance depuis le début du printemps arabe", a-t-il déclaré à Kurdistan 24.

Yayla, ancien chef du département de la lutte contre le terrorisme de la police nationale turque à Sanliurfa entre 2010 et 2013, a déclaré que la Turquie n'avait mené aucune opération contre Al-Qaida ou ses affiliés depuis 2014, et que le groupe " est maintenant considéré comme un ami ".

Al-Qaïda " a ouvertement conseillé à ses membres de ne pas mener d'attaques en Turquie et ils ont déclaré qu'ils soutiendraient[le président turc Recep Tayyip] Erdogan pendant les élections, indépendamment de leur conception de la démocratie ", a-t-il déclaré.

En outre, il a déclaré que DAECH ne mène pas d'attaques en Turquie " parce que c'est un point d'ancrage naturel pour eux et que les services de renseignement et les forces de l'ordre y sont amicaux pour eux ".

"Ils n'y effectuent des opérations que si c'est vraiment nécessaire ", a ajouté Yayla. "De plus, leurs membres arrêtés sont rapidement relâchés"

Dans le même temps, le Dr Aykan Erdemir, ancien parlementaire turc et aujourd'hui Collaborateur émérite à la Fondation pour la Défense des Démocraties, a déclaré à Kurdistan 24 que l'Etat turc considère les organisations kurdes comme une menace plus préoccupante.

Erdemir a déclaré que le PKK et son affilié syrien, les Unités de Protection du Peuple (YPG), étaient pour Ankara " en tête de liste des menaces contre son existence même "

" On sait que les forces de l'ordre turques ont parfois fermé les yeux sur les actions jihadistes tant qu' ils combattait le PKK ", a-t-il ajouté. "Les tribunaux turcs sont connus pour faire preuve d'indulgence à l'égard des jihadistes, en contraste flagrant avec le traitement sévère des dissidents laïcs, des journalistes et des universitaires."

"La politique du deux poids, deux mesures du gouvernement turc a ouvert pour les organisations jihadistes un espace de mobilisation, ce qui est totalement impossible pour d'autres groupes dans le pays ", a déclaré M. Erdemir à Kurdistan 24

.Rédaction : Karzan Sulaivany

<http://www.kurdistan24.net/en/news/ce265bb3-6409-4fd4-8d93-420d39ccf996>